

dre leur opinion sur diverses questions qui nous intéressent. Je demande donc aux membres du Comité s'ils ont des questions additionnelles à poser.

M. MACNICOL: J'ai dit ce matin que j'avais relu très attentivement le mémoire, et que je m'abstenait de poser des questions parce que je voulais être sûr que cette manière de procéder serait opportune. Je sais maintenant qu'elle le sera; et je vais donc poser mes questions.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous dit qu'il est opportun de procéder ainsi?

M. MACNICOL: Oui, monsieur le président. Au bas de la page 3 du mémoire, on lit ce qui suit: "Nous réaffirmons la dignité inhérente de la main-d'œuvre et le droit de l'humanité au travail." Nous sommes tous d'accord, et je me demande maintenant si les témoins sont d'avis que le travail, dont il est question dans la phrase citée, n'est pas, peut-être, la première considération à envisager, celle de créer des emplois?

Le PRÉSIDENT: Cette question ne devrait pas être adressée aux témoins; vous voulez dire que le Comité pourrait y répondre?

M. MACNICOL: Non, ma question découle de la déclaration suivante: "Nous réaffirmons la dignité inhérente de la main-d'œuvre et le droit de l'humanité au travail." Je me demande si, d'après les témoins, la création d'emplois ne sera pas notre premier devoir après la guerre.

Le PRÉSIDENT: Vous ne voulez pas dire de notre Comité?

M. MACNICOL: Non, je parle aux témoins.

Mlle TRUAX: C'est là une question que vous nous posez?

Le PRÉSIDENT: Oui.

Mlle TRUAX: J'y répons; oui, mais cela ne va pas sans la formation au travail; la formation au travail implique l'instruction; et nous voici donc ramenés au point de départ.

M. MACNICOL: J'en conviens; j'accorde que la formation au travail se trouve à devenir nécessaire.

M. CRUTCHFIELD: Remarquez qu'en Angleterre, où le problème de la restauration ne se pose pas moins qu'ici, on est actuellement en voie d'adopter une loi qui réorganisera tout le système d'instruction publique de fond en comble, et l'on espère, par cette révolution de l'enseignement, réussir à former et à préparer des travailleurs expérimentés.

M. MACNICOL: Et l'on verra qu'avant que nous puissions faire la même chose, le moment sera venu de créer de l'emploi; que le peuple ne peut vivre sans qu'on lui en donne les moyens, que ces moyens sont synonymes d'un emploi—car il faut que quelqu'un paie, et les travailleurs sont les seuls à pouvoir payer en travaillant.

M. CRUTCHFIELD: On a commencé par la question de la réorganisation de l'enseignement.

M. MACNICOL: Vous faites donc passer la réorganisation de l'enseignement avant la création de l'emploi, qui consiste à donner de l'ouvrage?

M. CRUTCHFIELD: Je crois plutôt que les deux projets devraient aller de pair, qu'ils pourraient aller de pair.

M. MACNICOL: D'accord sur cette partie de la discussion.

M. CRUTCHFIELD: Je pense qu'il ne faut pas négliger l'enseignement, la réorganisation de l'enseignement.

M. MACNICOL: Non, non, là n'est pas le point que je discute; mais je trouve que la première considération, la première du moins dans l'esprit de milliers d'hommes et de femmes, est celle de l'emploi—tel que le laisse entendre cette déclaration: "Nous réaffirmons la dignité inhérente de la main-d'œuvre et le droit de l'humanité au travail." Les gens devront avoir de l'ouvrage pour pouvoir